

# Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

---

20 mars 2013

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Félicitations adressées au Conseil d'Etat élu du Valais suite à son élection .....	4
Non à la modification du code civil suisse .....	4
Oui à l'harmonisation de la terminologie dans le domaine de la construction .....	5
Oui à la récolte des données concernant les maladies oncologiques .....	5
Non à la modification du code des obligations et du droit de la surveillance de la révision .....	6
Oui à l'encouragement de la formation d'apprentis par le biais de l'adjudication des marchés publics .....	6
Débat du Conseil des Etats sur l'initiative cantonale sur la traversée du lac .....	7
Genève .....	8
Politique de cohésion sociale en milieu urbain : adoption du règlement .....	8
Adoption du règlement électoral de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève .....	8
Aide financière au club Chênois-Genève Volleyball .....	9
Entrée en vigueur de lois .....	10
Agenda des invitations à la presse .....	12

# Genève-Confédération

---

## **Félicitations adressées au Conseil d'Etat élu du Valais suite à son élection**

Le Conseil d'Etat a adressé ses félicitations au Conseil d'Etat élu du canton du Valais à l'occasion de sa récente élection à l'exécutif cantonal.

Le gouvernement genevois est convaincu que les excellentes relations qui ont toujours existé et le partage des intérêts communs entre le gouvernement valaisan et les autorités genevoises se poursuivront.

---

## **Non à la modification du code civil suisse**

Consulté par le Département fédéral de justice et police sur un projet qui entend codifier les exigences minimales du droit fédéral relatives à la forme authentique (actes passés devant un notaire ou un officier public) et autoriser les officiers publics à dresser les actes officiels également par voie électronique, le Conseil d'Etat a fait part de son opposition au projet, relevant que la réforme projetée restreint de façon discutable et inutile les compétences des cantons.

Un nombre important d'actes juridiques sont soumis à l'exigence de la forme authentique en vertu du droit fédéral, comme par exemple l'acquisition d'un immeuble. Aujourd'hui, le droit fédéral ne règle exhaustivement la procédure d'instrumentation que pour les dispositions à cause de mort (type testament). Pour les autres actes, ce sont les cantons qui déterminent pour leur territoire les modalités de la forme authentique» ([art. 55, al. 1, tit. fin. CC](#)).

La doctrine et la jurisprudence imposent déjà certaines règles ou principes aux cantons dans les domaines suivants:

- la formation,
- l'obligation d'instrumenter,
- le devoir d'information,
- l'impartialité,
- le devoir de véracité,
- le secret professionnel et
- l'unité de la procédure d'instrumentation.

Le projet du Conseil fédéral entend non seulement codifier ce droit, mais encore aller plus loin sur de nombreux points. Il prévoit notamment la possibilité d'instrumenter les actes authentiques par voie électronique, sans limitation, et l'exploitation d'une banque de données électronique des actes authentiques par la Confédération.

Ce projet de réforme fait d'ailleurs suite à de multiples modifications imposées ces dernières années par la Confédération en matière de droit foncier, modifications que les cantons ont de plus en plus de difficulté à mettre en œuvre sur les plans techniques, financiers et juridiques.

Le Conseil d'Etat juge par ailleurs malvenue la coexistence de deux législations directement applicables aux notaires, l'une fédérale et l'autre cantonale. En tant que loi sur le notariat, il estime que le projet fédéral est très lacunaire et devrait constamment être complété par les législations cantonales. Or, rien n'est précisé sur la coordination des législations cantonales et fédérales.

Pour le surplus, le projet pose des problèmes importants et nombreux, aux dépens de la sécurité juridique et, plus largement, de l'intérêt de toutes les personnes devant faire appel à un notaire.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,  
☎ 022 327 92 09.*

---

### **Oui à l'harmonisation de la terminologie dans le domaine de la construction**

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication et du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche sur l'harmonisation du droit de la construction et de l'aménagement du territoire, demandant aux cantons d'alléger leurs pratiques administratives dans ce domaine afin de maintenir la compétitivité de la Suisse face à une concurrence internationale de plus en plus forte.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat précise que la simplification et l'accélération des procédures du droit de l'aménagement et de la construction sont des préoccupations de longue date du canton de Genève. Il souligne toutefois que l'amélioration de ces procédures ne tient pas au seul cadre des pratiques administratives cantonales. Elle suppose en effet également un allègement des contraintes fixées par le droit fédéral dans des législations diverses.

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat souhaite que Genève adhère à [l'Accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions \(AIHC\)](#) et proposera les modifications nécessaires de la législation cantonale à travers un nouveau projet de loi.

Le gouvernement rappelle en outre qu'il élabore actuellement un projet de procédure électronique concernant les demandes de permis de construire dans le cadre de son administration en ligne.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Pauli, attaché de direction, direction générale de l'office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 15.*

---

### **Oui à la récolte des données concernant les maladies oncologiques**

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une consultation du Département fédéral de l'intérieur relative à la nouvelle [loi fédérale sur l'enregistrement des maladies oncologiques \(LEMO\)](#).

Le gouvernement soutient les efforts de la Confédération en vue d'améliorer la récolte des données concernant les maladies oncologiques, tout en garantissant la confidentialité et le respect du secret médical.

Le canton de Genève dispose déjà d'un registre très performant. Le Conseil d'Etat souhaite que les modifications légales permettent le maintien de la qualité actuelle et que la Confédération contribue au financement des surcoûts engendrés par le renforcement de la coordination en lien avec le nouveau projet de

loi. Il propose que le projet soit révisé en profondeur afin que l'action future des registres soit facilitée et que leur qualité soit au moins égale à celle d'aujourd'hui.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 11.*

---

## **Non à la modification du code des obligations et du droit de la surveillance de la révision**

En réponse à une consultation du Département fédéral de justice et police portant sur un projet de centralisation des données du registre du commerce à Berne, le Conseil d'Etat n'approuve pas les modifications légales proposées, tant sur la forme que sur le fond.

Le gouvernement estime qu'un registre national permettant à la Confédération de reprendre à son compte la possibilité d'établir les attestations officielles (extraits et copies certifiées conformes de documents) entraînerait une perte importante d'autonomie pour les cantons, ainsi qu'une nette baisse des recettes.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat juge irréaliste la proposition de prévoir, en matière de registre du commerce, des réquisitions et pièces justificatives sous forme électronique exclusivement et estime que même si les prestations en ligne doivent être développées, il est important que les entreprises puissent continuer à faire des démarches au guichet ou par courrier, de façon simple et peu onéreuse.

Quant à la suppression proposée de la forme authentique, le Conseil d'Etat est d'avis que des opérations simples telles qu'une mise en liquidation ou un transfert de siège pourraient être faites sans notaire. En revanche, en l'état actuel du droit, il se montre très réservé pour la constitution d'une société (société anonyme, société à responsabilité limitée ou coopérative). En effet, même si des statuts-type peuvent être mis à disposition, la question du choix de la forme juridique, de l'admissibilité de la raison de commerce et de la rédaction du but ne sont pas toujours à la portée d'un non-spécialiste.

*Pour toute information complémentaire : M. Thierry Hepp, directeur du registre du commerce, DARES, ☎ 022 546 88 86.*

---

## **Oui à l'encouragement de la formation d'apprentis par le biais de l'adjudication des marchés publics**

Consulté par la commission de l'économie et des redevances du Conseil national, le Conseil d'Etat a exprimé son soutien de principe à l'avant-projet de révision de la [loi fédérale sur les marchés publics](#), qui vise à introduire la formation d'apprentis dans les critères d'adjudication de marchés publics. Le gouvernement cantonal s'associe entièrement aux objectifs de cette révision, qui constitue un moyen concret de valoriser l'utilité de la formation professionnelle initiale.

Le Conseil d'Etat relève que l'avant-projet en question ne concerne que les marchés publics fédéraux et qu'il n'a donc aucune incidence sur les marchés publics cantonaux, qui sont régis par un accord inter-cantonal.

Le gouvernement souligne toutefois que le critère de la formation d'apprentis est d'ores et déjà utilisé à Genève lors des adjudications, aussi bien pour les marchés de construction que pour ceux des services et des fournitures.

Afin de ne pas discriminer les petites entreprises, ce critère ne s'appuie pas sur le nombre absolu d'apprentis, mais sur le rapport entre le nombre d'apprentis et celui de l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise soumissionnaire.

*Pour toute information complémentaire : Mme Alicia Calpe, directrice de la centrale commune d'achats, DF, ☎ 022 546 06 01.*

---

## **Débat du Conseil des Etats sur l'initiative cantonale sur la traversée du lac**

Lors de sa séance ordinaire du 19 mars 2013, le Conseil des Etats a décidé de ne pas donner suite à l'initiative cantonale qui demandait l'inscription de la traversée du lac à Genève dans l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales.

Le Conseil d'Etat prend acte de cette décision, tout en réaffirmant la nécessité pour le Grand Genève de pouvoir compter sur un contournement autoroutier complet du cœur d'agglomération afin de faire face à l'augmentation du trafic automobile attendue à l'horizon 2030.

Dans l'intervalle, afin de soulager l'autoroute de contournement de Genève, son élargissement s'avère plus que jamais nécessaire. C'est pourquoi, en attendant la prochaine révision de l'arrêté fédéral sur les routes nationales de 2016 où la traversée du lac devra être inscrite, le Conseil d'Etat entend obtenir des autorités fédérales que l'élargissement de l'autoroute de contournement soit considéré comme une priorité par Berne.

C'est précisément ce que le canton demandera à la Confédération lors d'une réunion technique prévue le 25 mars 2013 avec l'Office fédéral des routes (OFROU). La priorisation de cet élargissement devra être arrêtée par les Chambres fédérales en 2014. Cet objet sera financé par le fonds d'infrastructure.

Les efforts de planification avec la Confédération qui se poursuivent comprennent également les financements nécessaires en matière ferroviaire – dont notamment l'extension de la gare de Cornavin – qui figurent parmi les mesures prioritaires à réaliser d'ici 2025 dans le cadre du projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF).

*Pour tout renseignement complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat chargée du département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement, ☎ 022 327 96 12.*

---

## **Politique de cohésion sociale en milieu urbain : adoption du règlement**

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement d'application de la [loi relative à la politique de cohésion sociale en milieu urbain](#), votée par le Grand Conseil le 19 avril 2012.

Dans son discours de Saint-Pierre, le Conseil d'Etat a affirmé sa volonté de s'attaquer aux inégalités. A ce titre, la mise en place d'une politique de la ville fait partie des priorités du programme de législature. Ce règlement d'application a été élaboré en concertation avec les communes concernées et l'Association des communes genevoises (ACG). Il fixe un cadre d'intervention pour les quartiers populaires frappés par de multiples inégalités sociales, économiques, etc. et précise l'organisation des instances prévues dans la loi (un conseil de la politique de cohésion sociale en milieu urbain et un comité de coordination).

Le règlement prévoit également les modalités partenariales entre les communes concernées et l'Etat dans le cadre d'une convention qui définit le territoire concerné, les objectifs poursuivis, les projets et le programme d'actions, déterminés notamment sur la base d'un diagnostic participatif en lien avec la société civile, les délais ainsi que les ressources allouées par chacune des parties et le dispositif d'évaluation prévu.

L'ensemble de la société civile sera mobilisée localement et notamment les professionnel-le-s du travail social, les associations, les fondations immobilières, les régies, les commerçants, etc. Pour ce qui est des territoires concernés, le centre d'analyse territoriale des inégalités CATI-GE, basé à l'Université de Genève, travaille à l'élaboration des critères et indicateurs.

Ce règlement d'application de la loi relative à la politique de cohésion sociale en milieu urbain s'inscrit dans la volonté du Conseil d'Etat d'avoir une politique de la ville forte dans ses fondements, partenariale dans son organisation, simple dans sa mise en œuvre avec comme objectif l'amélioration de la qualité de vie dans des quartiers.

*Pour toute information complémentaire : M. Mehdi Aouda, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 75 72.*

---

## **Adoption du règlement électoral de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève**

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement électoral de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG), instituée par la loi du 14 septembre 2012.

Ce règlement permettra d'organiser les élections nécessaires à la constitution des organes de la caisse, soit le comité (paritaire) et l'assemblée des délégués (représentant les assurés). Il détermine la procédure de vote et précise les règles d'appartenance aux groupes d'assurés prévus par la loi : enseignants, administration, établissements publics médicaux et employeurs analogues, cadres et pensionnés.

Comme le règlement général de la CPEG adopté le 13 mars 2013, ce règlement est édicté à titre initial par le Conseil d'Etat et sera placé sous la seule responsabilité du comité de caisse dès lors que celui-ci sera constitué.

*Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF,  
☎ 022 327 98 11.*

---

### **Aide financière au club Chênois-Genève Volleyball**

Le Conseil d'Etat a accordé la somme de 50'000 francs au club sportif Chênois-Genève Volleyball.

Cette aide exceptionnelle, prélevée sur la réserve du Fonds de l'aide au sport, s'inscrit dans la volonté de l'Etat de Genève de soutenir la promotion de la relève. Le Conseil d'Etat soutient ainsi les efforts de formation de l'un des clubs genevois les plus réguliers au sein de l'élite nationale et renouvelle son espoir de voir émerger prochainement une structure cantonale de formation de la relève pour le volleyball genevois.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.*

# Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
<a href="#">Loi du 24.01.2013, accordant une aide financière de 1'300'000F en 2011 et de 1'500'000F en 2012 à la Fondation romande pour le cinéma (L10840)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, accordant une aide financière monétaire et non monétaire d'un montant total de 674'918F en faveur de la Fondation Neptune pour les années 2013 et 2014 (L10976)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) (A 5 05) (Affichage politique) (L11025)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, de bouclement de la loi 9980 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 3'567'000F pour financer la rénovation du réseau d'alimentation en eau potable et défense incendie de la clinique de psychiatrie des Hôpitaux universitaires de Genève (L11073)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, de bouclement de la loi 9978 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 6'240'000F pour financer la rénovation et la mise aux normes des salles d'opérations de la chirurgie ambulatoire sur le site de Cluse-Roseraie des Hôpitaux universitaires de Genève (L11074)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, de bouclement de la loi 9977 ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 7'000'000F pour financer les travaux</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)

d'entretien et de rénovation des installations et bâtiments des Hôpitaux universitaires de Genève (L11075)		
<a href="#">Loi du 25.01.2013, de bouclage de la loi 10732 modifiée conformément à la loi 10865 votée le 29 juin 2012 ouvrant un crédit de programme de 44'881'250F, pour les exercices 2011 à 2014, destinés à divers investissements liés des Hôpitaux universitaires de Genève (L11080)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, accordant une aide financière annuelle de fonctionnement de 1'941'990F à Carrefour AddictioNS pour les années 2013 à 2016 (L11014)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, modifiant la loi sur la prostitution (l 2 49) (L10996)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 25.01.2013, modifiant la loi sur les constructions et les installations diverses (L 5 05) (Vers une densification des zones industrielles) (L10994)</a>	Grand Conseil	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 14.09.2012, instituant la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (L10847)</a>	Conseil d'Etat	Samedi 23 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)
<a href="#">Loi du 19.04.2012, relative à la politique de cohésion sociale en milieu urbain (A 2 70) (L10823)</a>	Conseil d'Etat	Mercredi 27 mars (lendemain de la parution dans la Feuille d'avis officielle)

*Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
25 mars 11h00	Présentation des statistiques annuelles de la police	Nouvel Hôtel de police, salle « Fenêtre »		Eric Grandjean ☎ 022 427 56 00 Caroline Widmer ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49